

## **Dalits : l'oppression n'est pas une fatalité**

*En Inde, les Dalits, ou Intouchables, sont l'objet d'un système de discriminations proche de l'apartheid. Depuis 6 ans, FDH soutient le Réseau de Groupes d'Action Sociale, qui lutte pour la défense des droits de Dalits et des populations marginalisées.*

L'Inde est la plus grande démocratie du monde. Pourtant, de larges couches de la population vivent dans la marginalisation, en proie à des discriminations quotidiennes. La grande majorité sont des Dalits (signifiant « homme brisé »), plus connus sous le nom d'Intouchables. Représentant 17 à 20% de la population indienne, soit 170 à 200 millions de personnes, ils vivent au ban d'une société qui les rejette, au nom du système de castes. Victimes d'une ségrégation sociale et économique, 90% d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté, dans des conditions de misère extrême.

### **Des discriminations quotidiennes**

En 1947, la Constitution interdit l'intouchabilité, mais elle reste cependant une pratique courante. Tous les jours, les Dalits voient leurs droits fondamentaux bafoués. L'accès aux ressources communes (puits dans un village, électricité, pâturages communaux, etc.), leur est refusé, particulièrement en milieu rural. Considérés comme « impurs », ils doivent vivre dans des villages, à l'écart des gens de caste, et n'ont pas le droit d'entrer dans les temples. Un système de quotas a été instauré pour leur garantir des places dans l'éducation et des postes dans l'administration publique, mais les résistances sont fortes et les Dalits ont beaucoup de mal à faire prévaloir leurs droits.

Ils sont par ailleurs cantonnés aux tâches les plus pénibles, jugées dégradantes et impures : collecte des ordures et des excréments, ramassage des morts et des carcasses d'animaux, tannerie, etc. Et lorsqu'ils osent protester, ils sont violemment réprimés.

### **L'accès à la terre**

Dans les campagnes, où vivent une grande majorité des Dalits, le système de castes est encore plus ancré qu'en ville. Les terres sont concentrées dans les mains de grands propriétaires : 12% des familles possèdent 60% de la terre. Les Dalits y travaillent comme ouvriers agricoles et ce, dans une grande précarité. Acculés à la misère, ils sont souvent contraints d'emprunter de l'argent aux propriétaires terriens. Ils deviennent alors des « travailleurs liés » (bonded labourers), attachés au propriétaire jusqu'au remboursement total de leur dette (somme initiale plus des intérêts très élevés), c'est-à-dire le plus souvent à vie. Une forme d'esclavage, totalement interdite par la loi. Quant à l'accès à la terre, il leur est refusé. Pourtant, un droit ancien exige que les communes attribuent des terrains aux Dalits.

### **Des travailleurs très vulnérables**

Hommes, femmes et enfants trouvent également du travail non qualifié, souvent saisonnier, dans les chantiers de construction, les carrières de pierre, les briqueteries ou bien encore la sous-traitance industrielle. Embauchés sans contrat, ils ne bénéficient pas de la législation du travail et travaillent bien souvent dans des conditions extrêmes. Le travail à domicile est très courant, notamment pour les femmes et les enfants, dans le secteur du petit artisanat : taille de pierres semi-

précieuses, fabrication de « beedis » (cigarettes locales), etc. Rémunérés à la pièce, ils sont exploités et isolés.

### **La nécessité de s'organiser**

Depuis plusieurs années, les couches les plus marginalisées de la population tentent de s'organiser en groupes d'action sociale pour promouvoir et défendre leurs droits civiques et économiques. Afin de renforcer ces initiatives, souvent limitées à un secteur géographique (ville ou village) ou économique (ouvriers agricoles, du secteur informel, travailleurs liés, etc.), un réseau s'est créé dans le Sud du pays, avec le soutien de FDH et de l'ONG indienne FEDINA\*. Le Réseau de Groupes d'Action Sociale a ainsi été mis en place en 1996. Il regroupe une douzaine d'organisations présentes dans trois états (Karnataka, Kerala et Tamil Nadu) et appuie l'action d'une centaine de petits groupes de base de Dalits, de travailleurs liés, d'ouvriers ou de femmes, soit environ 128 000 personnes.

### **Des actions locales, nationales et internationales**

L'une des priorités du Réseau est d'organiser les Dalits dans les villages, de les mobiliser dans la lutte pour leurs droits. Des systèmes d'épargne-crédit sont ainsi mis en place afin de fournir des fonds pour le remboursement des dettes ou éviter à d'autres ouvriers dans le besoin de se lier à un propriétaire. Les groupes d'ouvrier(e)s de tous les secteurs s'organisent pour obtenir des conditions de travail décentes et des salaires plus justes. L'éducation et la formation sont deux volets importants du projet. Les enfants sont peu à peu réintégrés dans le système scolaire avec l'organisation de classes dans les villages et de nombreuses sessions de formation sont organisées pour les adultes.

Des campagnes de lobbying sont menées au niveau national afin de sensibiliser la population et les autorités aux problèmes de Dalits et de faire appliquer les législations en vigueur. Des actions de revendications pour l'accès à la terre ou le respect du quota des emplois publics sont également entreprises.

Enfin, FDH œuvre en France et en Europe, pour relayer la parole des Dalits au niveau international, au sein du Collectif Dalit. Créé à l'initiative de FDH et de deux autres associations (ADER, Fondation France Libertés), ce Collectif réalise des actions de sensibilisation destinées du grand public (expositions, rencontres, etc.) et de la communauté internationale.

Aurélia Lieberherr

\*Foundation for Educational Innovations in Asia